

Arrêté n° PCICP2024222-0003

de mise en demeure et de mesures conservatoires à l'encontre de la société SCARA  
pour ses installations situées sur le territoire de la commune de VILLETTE-SUR-AUBE

---

La préfète de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier son article L.171-8 ;

Vu le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

Vu le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 janvier 1988 autorisant la société SCARA à exploiter un silo de stockage de céréales à VILLETTE-SUR-AUBE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°07-0099 du 11 janvier 2007 à l'arrêté autorisant la société SCARA à exploiter un silo de stockage de céréales à VILLETTE-SUR-AUBE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PCICP2023108-0002 du 18 avril 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

Vu le rapport établi par l'inspection des installations classées suite à la visite du 25 juin 2024 ;

Vu le rapport susvisé, auquel est annexé un projet d'arrêté de mise en demeure, porté à la connaissance de l'exploitant le 5 juillet 2024 par lettre recommandée avec accusé de réception et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses remarques à la préfecture de l'Aube et à l'inspection des installations classées ;

Vu le courrier du 12 juillet 2024 par lequel la société SCARA transmet ses observations ;

Considérant que ces installations sont classées Seveso seuil bas au titre de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que le contenu du plan d'opération interne (POI), les exercices afférents, la localisation des risques, la formation d'application de ce POI ne sont pas conformes aux prescriptions ;

Considérant, par conséquent, qu'il n'est pas démontré que l'exploitant dispose de personnel apte à gérer un accident qui surviendrait sur son site ;

Considérant qu'une partie des installations ne dispose pas de détection incendie et que les alarmes ne sont pas transmises en permanence à l'exploitant ;

Considérant qu'il a été constaté le défaut d'entretien de 5 exutoires de fumées, la difficulté d'accès à 2 extincteurs et la dégradation d'un mur coupe-feu et du calorifugeage de sa structure ;

Considérant la proximité des stockages extérieurs de déchets, qui permettrait la propagation de l'incendie de la benne de déchets de bois à la cellule 3 ;

Considérant la proximité des installations de CRISTAL UNION, situées dans la zone des effets irréversibles, et également classées Seveso seuil bas ;

Considérant, par conséquent, qu'il est probable qu'un incendie ne soit pas détecté en temps voulu et que les secours ne soient pas alertés, augmentant ainsi le risque de propagation ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

Considérant qu'il convient donc de mettre en demeure la société SCARA de respecter les prescriptions auxquelles elle a contrevenu afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient pour la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, de prescrire à la société des mesures conservatoires jusqu'à la décision concernant la régularisation de l'installation ;

Considérant que les observations de l'exploitant ne sont pas de nature à modifier le projet d'arrêté de mise en demeure et de mesures conservatoires ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Mise en demeure**

La société SCARA est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite Zone Industrielle – 10700 VILLETTE-SUR-AUBE, de respecter les prescriptions suivantes :

| Article | Point de contrôle                                | Référence réglementaire  | Proposition de délais |
|---------|--|--|-----------------------|
| 1.1     | Localisation des risques                         | Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 48   | 3 mois                |
| 1.2     | Contenu du POI                                   | Arrêté Ministériel du 26 mai 2014, Annexe V  | 3 mois                |
| 1.3     | Exercice POI                                     | Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 69 alinéas 3 et 4  | 1 mois                |
| 1.4     | Formation en lien avec l'application du POI      | Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 58   | 1 mois                |
| 1.5     | Compatibilité des produits                       | AP Complémentaire du 11 janvier 2007, article 24 alinéa 6  | 1 mois                |
| 1.6     | Moyens de lutte contre un sinistre               | AP Complémentaire du 11 janvier 2007, article 28   | 1 mois                |
| 1.7     | Dispositions constructives de parois séparatives | AP Complémentaire du 11 janvier 2007, article 24 alinéa 4  | 6 mois                |
| 1.8     | Détection automatique d'incendie                 | Arrêté Ministériel du 11 avril 2017, Point 12 de l'annexe II<br><i>(dans les conditions fixées par le point 2 de l'Annexe VII)</i> | 3 mois                |
| 1.9     | Maintenance des équipements de sécurité          | Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 68   | 6 mois                |
| 1.10    | Plan de défense incendie                         | Arrêté Ministériel du 11 avril 2017, Point 23 de l'annexe II   | 3 mois                |
| 1.11    | Surveillance et contrôle des accès               | Arrêté Ministériel du 11 avril 2017, Point 25 de l'annexe II   | 1 mois                |
| 1.12    | Implantation du stockage extérieur               | Arrêté Ministériel du 11 avril 2017, Point 2.III de l'annexe II - alinéas 1 à 3  | 1 mois                |
| 1.13    | Rétention des bidons dans l'ancien Gamm Vert     | Arrêté Ministériel du 11 avril 2017, Point 10 de l'annexe II<br><i>(dans les conditions fixées par le point 2 de l'Annexe VII)</i> | 1 mois                |

## **Article 2 : Mesures conservatoires**

La société SCARA est autorisée à poursuivre son exploitation dans les conditions suivantes :

### **Article 2.1 – Rondes**

Lors de l'ouverture et de la fermeture quotidiennes du magasin de stockage des produits phytosanitaires, des rondes sont effectuées. La traçabilité du contrôle est réalisée lors de chaque ronde dans chaque cellule du magasin (cellules des produits phytosanitaires, cellule des semences et ancien Gamm Vert).

En dehors des heures ouvrées, des rondes sont effectuées toutes les 2 heures sur l'ensemble du site. La traçabilité du contrôle est réalisée lors de chaque ronde dans chaque cellule du magasin (cellules des produits phytosanitaires, cellule des semences et ancien Gamm Vert), ainsi qu'au hangar de stockage d'ammonitrates.

### **Article 2.2 – Exercices relatifs au plan d'opérations internes (POI)**

Afin de rendre fonctionnel le POI, un exercice POI est réalisé mensuellement. Le compte-rendu de chaque exercice comprend notamment le retour d'expérience au regard de la fonctionnalité des documents utilisés. Le premier exercice est engagé le mois suivant la signature du présent arrêté. L'inspection des installations classées est informée 48 heures avant le début de l'exercice.



### **Article 2.3 – Astreinte au poste de directeur des opérations internes (DOI)**

Une astreinte est mise en place pour répondre aux alertes qui pourraient être remontées par le rondier et enclencher les actions nécessaires. La liste du personnel d'astreinte est tenue à disposition sur site.

### **Article 2.4 – Limitation des quantités stockées**

Dans le magasin constitué des 3 cellules de stockage des produits phytosanitaires, de la cellule de stockage des semences et de l'ancien Gamm vert stockant les autres matières combustibles, la quantité de matières stockées reste inférieure à 500 tonnes dans l'attente de réalisation des travaux.

Dans le hangar de stockage des engrais en vrac, la quantité de matières stockées au titre de la rubrique 4702 reste inférieure à 100 tonnes.

Tout stockage de matières combustibles est interdit dans le magasin historiquement dédié au stockage d'engrais en sacs.

### **Article 3 : Sanctions**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article premier du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4 : Notification et publication**

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société SCARA.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Fait à Troyes, le **9 AOUT 2024**

Pour la préfète et par délégation  
Le secrétaire général

  
Mathieu ORSI

**Délais et voies de recours** : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, soit par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX) soit par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.